

sultats ne supportent ni l'examen ni la critique. La seule énumération des chiffres que nous avons cités dans quelques-uns de nos derniers numéros a plus fait pour ouvrir les yeux du public que des volumes de dissertation.

Enfin, voici ce qu'a dit M. Flynn au sujet de l'éducation dans notre province :

“L'éducation étant le plus grand bienfait dont un gouvernement puisse doter un peuple, je me propose d'aider dans une plus large mesure cette noble cause. Ainsi, je reconnais qu'il faut accorder une plus forte somme pour l'éducation primaire, dans les municipalités pauvres et pour l'avantage des classes ouvrières dans nos villes. Il faut aussi venir au secours des instituteurs et des institutrices, dont la plupart ne reçoivent pas une rémunération suffisante pour les services qu'ils rendent, et, enfin, il faut favoriser, de toutes les manières possibles, l'instruction publique dans notre province. Ce n'est pas à dire que notre système scolaire soit défectueux, ni que nos institutions d'enseignement laissent à désirer : loin de là, je crois que, au point de vue de l'éducation supérieure, il serait difficile de trouver un pays qui offre plus d'avantages que la Province de Québec ; mais ce que nous voulons, c'est que le gouvernement, par une coopération plus active et plus généreuse, dans les limites de ses ressources, donne à l'éducation la plus grande expansion possible.”

Nous aurons l'indulgence de ne pas relever le baroque plaidoyer de M. Flynn en faveur du système actuel, et son enfantine prétention que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes.

C'est évidemment l'antique peur de la hiérarchie cléricale qui lui a inspiré cette élucubration bâtarde. Mais nous lui saurons gré de ne pas nous avoir parlé des médailles de Chicago, qui sont le cauchemar de tous les vrais réformateurs éducationnels.

Ah ! s'ils savaient tout le tort qu'ils ont fait à la cause de l'éducation, ces diables d'Américains de Chicago, en décorant nos *P'tits Frères* !

Après tout, peut-être l'ont-ils fait exprès.

Nous ne discutons donc pas la valeur de nos écoles ; nos chiffres sont là ; ils n'ont pas été contredits, et ils prouvent malheureusement que notre province est la plus illettrée du Canada tout entier.

Les palinodies de M. Flynn peuvent sembler douces à l'orgueil cléricale, et faciliter peut-être le passage de la pilule que ces messieurs du clergé sont fatalement destinés à avaler, mais elles ne tiennent pas devant les chiffres officiels.

Passons à la partie intéressante du discours de M. Flynn, au nœud de sa déclaration :

Le premier ministre propose que les sommes consacrées par le gouvernement aux écoles primaires des campagnes et des villes, ainsi qu'aux écoles du soir, soient augmentées, afin de relever le niveau de celles-ci, et il indique comme principale réforme à accomplir l'élévation des salaires des instituteurs.

Si l'on se reporte au programme que nous avons publié dans notre dernier numéro, on voit que ce sont là deux articles qu'il contient.

A ce titre seul, la déclaration ministérielle serait déjà de nature à nous réjouir ; mais il y a plus :

La proposition d'augmentation des sommes à voter pour l'éducation primaire va mettre en discussion tout notre système scolaire du haut en bas, et c'est là que nous attendons une manifestation énergique de la part des hommes vraiment libéraux.

On ne peut décemment pas demander aux représentants du peuple de puiser dans le trésor public pour subventionner un système essentiellement défectueux sans leur permettre d'exprimer leurs vues sur ce système et de prendre aussi les mesures